

Après la défaite de Macron, sa politique doit être défaite !

n°63
Septembre 2024

La séquence politique initiée par la dissolution de l'Assemblée nationale a eu le mérite de montrer clairement le rejet massif de la politique de Macron au sein de la population. Lui qui a refusé de céder sur la réforme des retraites malgré une opposition ultra-majoritaire, il le paie aujourd'hui politiquement. Mais pour éviter que ses réformes soient détricotées, tous les coups sont permis, y compris nommer un premier ministre de droite issu d'un parti ayant 47 député-es et n'ayant pas participé au « barrage républicain », le tout avec la bénédiction du RN. Deux mois plus tôt, c'est pourtant grâce à la mobilisation contre l'extrême-droite que des dizaines de député-es Renaissance ont été élu-es.

La farce continue donc ! Elle s'amplifie même avec la présentation à venir du budget 2025. Ceux-là mêmes qui crient à la banqueroute dès qu'une dépense publique supplémentaire est envisagée sont responsables d'un déficit record des comptes publics. C'est la conséquence directe des cadeaux considérables faits aux plus riches et au patronat depuis 2017. Pourtant, le nouveau gouvernement voudrait appliquer la même politique, en renforçant encore l'austérité.

Ça suffit ! Tout comme celle des retraites, les réformes menées dans l'Éducation sont illégitimes. Le « choc des savoirs » a du plomb dans l'aile : certaines mesures sont gelées et d'autres ont été affaiblies comme les groupes de niveaux/besoins en 6ème et 5ème. Néanmoins, cette mesure de tri social fait du dégât dans les collèges où elle s'applique et, même lorsque des groupes hétérogènes sont constitués, elle casse le groupe classe et engendrent des contraintes importantes.

Dans les LP, la nouvelle organisation de la terminale bac pro, en imposant aux élèves de choisir entre poursuite d'études et stages gratifiés, va en faire partir beaucoup dès mi-mai en entreprise. Dans le 1er degré, les évaluations nationales, utilisées pour restreindre la liberté pédagogique et pour trier les élèves, sont devenues obligatoires à tous les niveaux entre le CP et le CM2. Dans les LGT, les personnels continuent de subir la réforme Blanquer et Parcoursup avec des classes éclatées, des spécialités mises en concurrence, un tronc commun négligé... Ces réformes et l'intégralité du « choc des savoirs » doivent être abrogées !

C'est dans cette optique que la CGT Educ'action 92 appelle à faire du 1er octobre une journée de grève massive. Outre l'abrogation des réformes dans l'éducation, nos revendications sont nombreuses : abrogation de la réforme des retraites, augmentation des salaires, plus de moyens pour les services publics... Imposons-les !

Maxime Pouvreau, secrétaire général
Illustration : Lo Conche



Rentrée 1^{er} degré : le pire est devant nous ?

1^{er} degré

Et encore des fermetures !

La semaine de la rentrée, ce sont 14 fermetures de classe et 4 suppressions de postes de remplaçant·es qui ont été actées par le DASEN pour le 92, ce qui fait de notre département le plus impacté de l'académie en cette phase d'ajustement de rentrée.

De plus, 10 des écoles touchées n'avaient jamais été prévenues d'une telle éventualité ; c'est inadmissible ! Cette situation provoque une désorganisation, un grand stress et de la colère parmi les équipes, investies pour préparer la rentrée dans une période où la souffrance au travail entraîne de nombreuses démissions et une baisse des vocations. Un stress partagé par les élèves et leurs familles.

Le DASEN justifie ces fermetures par une baisse démographique. Y compris quand une école passe de 103 élèves dans les prévisions à 102 inscrit·es le jour de la rentrée, comme c'est le cas de l'école maternelle Langevin à Gennevilliers. Il est de la responsabilité des services administratifs de préparer la rentrée afin d'éviter ces fermetures !

Un·e enseignant·e peut cacher un poste vacant

Si la rentrée a semblé se dérouler normalement avec un·e enseignant·e devant chaque classe, des postes vacants subsistent, sur lesquels des remplaçant·es ont été plac·es, en attendant... des jours meilleurs ! Les élèves concerné·es se verront alors attribuer un·e autre enseignant·e, souvent néo-contractuel·les, dont une partie non-négligeable démissionne rapidement, vu le manque d'accompagnement.

De plus, le vivier de remplaçant·es (dont 4 postes supprimés) étant utilisé sur ces postes, il y a donc moins de remplaçant·es disponibles pour assurer les missions courantes. Cette année encore, des élèves réparti·es faute de remplaçant·e vont s'entasser dans les classes, parfois pendant plusieurs jours ! Il est urgent de revaloriser la profession, tant du point de vue des salaires, de la formation et de la reconnaissance afin de pourvoir tous les postes au concours et d'arrêter la fuite des personnels !

Le choc des savoirs : c'est toujours non !

Persévérant dans une vision rétrograde de l'école, le gouvernement macroniste en partance poursuit son application de la réforme dite du « choc des savoirs ».

Rappelons qu'elle a deux axes : réduire la liberté pédagogique en imposant des progressions, des attendus pédagogiques annuels et des méthodes rigides ; et effectuer un tri des élèves dès la sixième.

La première pierre de l'application de cette réforme est la généralisation d'évaluations nationales rendues obligatoires à tous les niveaux de l'école élémentaire. Les défauts de ces évaluations sont connus et depuis longtemps : stigmatisation des élèves en difficulté, segmentation trop grande des apprentissages ne prenant plus du tout en compte ni l'organisation de la scolarité en cycles d'apprentissages (qui faisait confiance à la liberté de l'équipe pédagogique pour adapter la mise en place des programmes à leur école), ni la diversité des rythmes de progression de chaque élève.

Nous exigeons l'abandon de ces évaluations ! Nous refusons de participer ainsi à la mise en place, dès la sixième, de groupes de niveau amoraux dans leur principe et kafkaïens dans leur application.

*Céline Gelard, enseignante en Rased – Gennevilliers
Vincent Lasbronias, professeur des écoles à Courbevoie*

Un Bac pro au rabais et une année de terminale désorganisée

*Lycée
Pro*

Une énième réforme du Bac Pro s'applique sur les 3 années de Bac Pro en même temps ! Les dispositifs de la réforme Blanquer sont largement réduits mais la redistribution des heures ne rattrape pas les heures perdues des réformes précédentes. Pire, la réforme introduit de nouvelles réductions en enseignement professionnel (cumulées aux pertes de la réforme Blanquer, ce sont 14 semaines en moins depuis 2019). L'aménagement de la classe de Terminale prévu officiellement depuis mars 2024 prend effet lors de cette rentrée. Elle ne tient pas compte du fonctionnement et de l'organisation de nos LP ni du rythme d'apprentissage de nos élèves.

Le calendrier de terminale est réduit jusqu'à mi-mai à 22 semaines de cours et 6 semaines de PFMP sans aucune adaptation des programmes. La majorité des épreuves ponctuelles sont avancées au mois de mai et suivi d'un parcours diversifié. L'élève aura le choix entre 6 semaines de PFMP (gratifiées, avec un suivi, mais pas d'évaluation) ou le parcours « poursuite d'études ». Pour ce premier choix, les études sont encore raccourcies au profit de l'entreprise.

Cela va impacter nos emplois du temps qui ne seront effectifs que jusqu'à la mi-mai (ensuite ?) et dégrader nos conditions de travail. Néanmoins, notre statut nous protège pour l'instant de l'annualisation, le temps de travail des enseignant-es ne peut pas être modifié en cours d'année pour s'adapter au calendrier de la période de « diversification des parcours », seule la VS établit les obligations de services de manière hebdomadaire !

Colas Geranton, secrétaire section LPO Jaurès, Chatenay

Didier Sabalot, secrétaire section LP Monod, Antony

« Et vous, les groupes de niveaux, ça se passe comment ? »

Collège

On ne cesse de poser la question aux collègues enseignant au collège, tant les stratégies et bricolages sont nombreux pour faire avec une réforme dont personne ne voulait, et qui nous est imposée néanmoins. Contesté par les personnels comme les parents d'élèves, le gouvernement a dû mettre en pause certaines des dispositions envisagées dans le « choc des savoirs », mais la mesure phare – l'enseignement en maths et français organisé en groupe de niveaux/besoin sur la totalité de l'horaire pour les 6e et les 5e, a été maintenue de force.

Faute de moyens supplémentaires, l'ouverture de ces groupes s'est faite au détriment des autres disciplines et dispositifs : suppression de demi-groupes, d'accompagnement personnalisé... Pour arriver tant bien que mal à des effectifs réduits sur certains groupes. Tant pis pour le reste. Certains établissements gardent autant de groupes que de classes, faisant le choix d'une moindre latitude dans les effectifs pour consommer moins d'heures.

La lourdeur d'un fonctionnement obligeant l'alignement de plusieurs classes sur les heures de maths et français dégrade l'organisation des établissements et impose des contraintes absurdes aux élèves et aux personnels. Or, une grande partie des équipes décide de toute façon de résister au projet initial et de faire des groupes hétérogènes, seul moyen de contrer un tant soit peu le tri des élèves et la stigmatisation de leurs difficultés.

Partout on rencontre cette forme de résistance résignée, l'idée de limiter les dégâts cette année, en espérant que la mesure soit vite abandonnée. Mais pour cela, il faut continuer à nous mobiliser, à demander l'abrogation de cette réforme et à lutter contre le projet destructeur de l'école imaginée par le gouvernement Macron.

Lo Conche, secrétaire de section collège Victor Hugo, Nanterre

Se former pour lutter et gagner !

Formation

Face à la violence et la régularité des attaques que nous subissons, il est de plus en plus nécessaire de nous former afin de s'organiser pour répondre à ces attaques. La CGT Educ'action 92 propose donc une série de formations (accueil des nouveaux·elles syndiqué·es, élu·e au conseil d'administration, militer dans son établissement) pour ses syndiqué·es. Seule ou avec son union académique, elle organise aussi des journées d'études, ouvertes aux non syndiqué·es. Au programme cette année, l'accueil des élèves LGBT+ en établissement et l'égalité femmes-hommes. Une autre journée d'étude sera organisée avec le SNES 92 sur comment lutter contre l'extrême-droite et ses idées. Et enfin, parce que la CGT Educ fait partie d'une confédération interprofessionnelle, notre union départementale organise aussi des journées d'études (lutter contre les violences sexistes et sexuelles) et des formations plus générales sur le syndicalisme et la société.

On l'aura compris, le programme est vaste. Nous avons des droits pour nous former à hauteur de 12 journées d'autorisation d'absence par an. Utilisons-les ! En rencontrant d'autres camarades, en partageant les expériences, on se sent plus fort·e au moment de retourner dans son école ou son établissement.

Samuel Serre, bureau du Sden

Calendrier des formations 2024-2025

(certaines dates sont susceptibles d'être modifiées)

| | |
|-----------------------------------|--|
| Mercredi 9 octobre - après-midi | Formation d'accueil (fonctionnement de la CGT, son histoire et son organisation) |
| Mercredi 27 novembre - après-midi | Être élu·e en conseil d'administration |
| Jeudi 5 décembre - journée | Lutter contre l'extrême droite et ses idées |
| Mercredi 15 janvier - après-midi | Militer dans sa section de ville ou d'établissement |
| Mercredi 14 mai - après-midi | Accompagnement des élèves LGBTQIA+ |

**Syndiquez
vous !**



Sur le web

- Site académique**
cgteduc-versailles.fr
- Site départemental**
cgteduc92.ouvaton.org



**Nos permanences syndicales à
Nanterre**

| | |
|-----------------|-----------------|
| Mercredi | Vendredi |
| 9h - 12h | 9h - 12h |
| | 14h - 17h |

Attention : il est préférable de prendre rendez-vous ou d'appeler avant de venir car il peut arriver que nous soyons dans l'obligation d'accompagner un établissement ou un collègue en audience.

Nous contacter

- CGT Educ'action 92**
87 rue Pierre Curie
92000 NANTERRE
 06 31 33 47 55
1er degré - 06 40 58 25 46
2nd degré - 06 38 79 32 38
 cgteduc92@gmail.com